

REPOP ILE DE FRANCE
Réseau pour la prise en charge et la prévention de l'obésité en pédiatrie
Hôpital Necker
149 rue de Sèvres
75015 PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Salomon SELLAM

Commissaire aux comptes
79 quai de Valmy
75010 Paris

REPOP ILE DE FRANCE
Réseau pour la prise en charge et la prévention de l'obésité en pédiatrie
Hôpital Necker
149 RUE DE SEVRES
75015 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2023

Aux adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REPOP ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles à cette date

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la provision pour risques.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne l'utilisation des fonds dédiés.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier : à la signature du présent rapport nous n'étions pas en possession de son rapport.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association REPOP ILE DE FRANCE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association REPOP ILE DE FRANCE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 mars 2024
Le Commissaire aux comptes
SELLAM SALOMON



**RESEAU DE PRISE EN CHARGE
ET
DE PREVENTION DE L'OBESEITE EN PEDIATRIE**



Hôpital Necker
149 rue de Sèvres
75 015 - PARIS

COMPTES ANNUELS EXERCICE 2023
Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023



SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS

Bilan Actif

Bilan Passif

Résultat

ANNEXE

ANALYSE DU RESULTAT PAR SOURCE DE FINANCEMENT

REPOP BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	Exercice 31/12/2023			Exercice 31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	16 676	16 676	0	0
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	16 676	16 676	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	42 152	38 610	3 542	7 231
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	42 152	38 610	3 542	7 231
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	564	0	564	564
Participations et Créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	564	0	564	564
Total I	59 392	55 286	4 106	7 795
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				282
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	27 333		27 333	34 963
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	761 218		761 218	747 628
Charges constatées d'avance	600		600	
TOTAL II	789 151		789 151	782 873
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II)	848 543	55 286	793 257	790 668

REPOP BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise	82 048	82 048
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur fonds propres)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs : fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		8
Autres réserves		
Report à nouveau	295 378	144 201
Excédent ou déficit de l'exercice	14 724	1 177
Situation nette (sous total)	392 150	227 434
<i>Fonds propres consommables</i>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	392 150	227 434
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	203 954	222 987
Autres ressources		
Total II	203 954	222 987
Provisions		
Provisions pour risques		150 000
Provisions pour charges		
Total III	0	150 000
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	44 719	56 535
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	87 514	94 044
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 920	39 676
TOTAL GENERAL (I + II)		
Produits constatés d'avance		
Total IV	197 153	190 255
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	793 257	790 676

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01 janvier 2023 au 31 décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	5 420	5 220
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	39 048	42 239
dont parrainages		
Ventes de marchandises		
Production stockée		
Produit immobilisé		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	972 475	935 932
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	139 485	141 554
Autres produits		
Autres produits (hors cotisations)		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 156 428	1 124 945
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	319 354	331 498
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	427 349	439 180
Charges sociales et fiscales sur charges de personnel	173 480	186 192
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3 975	6 872
Dotation aux dépréciations des immobilisations		
Dotation aux dépréciations de l'actif circulant		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	200 008	163 342
Autres charges	2	4
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 124 168	1 127 088
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	32 260	-2 143
Excédent ou déficit transféré		
Déficit ou excédent transféré		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
TOT Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 544	2 658
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	5 544	2 658
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES		
RESULTAT FINANCIER	5 544	2 658
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	37 804	515

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/2022 (selon ANC 2018-06)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	475	2 400
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	475	2 400
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	22 836	549
Sur opérations en capital		835
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	22 836	1 384
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-22 361	1 016
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	719	354
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL DES PRODUITS	1 162 447	1 130 003
TOTAL DES CHARGES	1 147 723	1 128 826
EXCEDENT	14 724	1 177
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	16 457	16 457
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	16 457	16 457



ANNEXE

Le Réseau pour la Prise en charge et la prévention de l'Obésité Pédiatrique en Ile de France (REPOP I-de-F) est une association Loi 1901 qui a pour mission de promouvoir une approche pluridisciplinaire et coordonnée de la prise en charge du surpoids et de l'obésité de l'enfant et de l'adolescent en accompagnant les professionnels de santé et de l'enfance, afin de :

- Prévenir et dépister le surpoids et l'obésité infantile le plus précocement possible ;
- Prendre en charge de façon globale l'enfant en surpoids ou obèse et sa famille, en associant pluridisciplinarité, continuité et qualité des soins ;
- Former et sensibiliser sur la pathologie de l'obésité infantile et proposer une mise en commun des pratiques et des outils pour améliorer la prise en charge de l'enfant obèse ;
- Effectuer des recherches épidémiologiques sur l'obésité infantile ;
- Evaluer la qualité et l'efficacité de la prise en charge de l'obésité infantile.

L'association regroupe des professionnels de santé libéraux et institutionnels : médecins de premier recours (généralistes, pédiatres, endocrinologues, ...), médecins hospitaliers, diététiciens, psychologues, éducateurs sportifs, et tout autre acteur concerné par l'obésité infantile. A leur entrée dans le REPOP I-de-F, les adhérents ont l'obligation de se former à la prise en charge de l'obésité infantile. Cette formation est dispensée par le réseau, elle favorise l'harmonisation des pratiques professionnelles et des connaissances sur l'obésité infantile.

Ainsi, par ses actions, le REPOP I-de-F contribue à la mise en œuvre du projet régional de santé mis en place par l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, notamment du volet ambulatoire du schéma régional de l'organisation des soins, en partenariat avec les Centes Spécialisés Obésité d'Ile de France (CSO). Dans ce cadre, les actions du REPOP I-de-F sont principalement financées par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables admises en France, dans le respect des principes prévus par le règlement de l'ANC 2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03.

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont identiques à ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Une provision de 150 000 euros a été constituée pour faire face au risque d'une fermeture de l'association. Aujourd'hui, ce risque est caduque depuis la publication de l'instruction de la DGOS en septembre

2023 (https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_filieres_obesite_cahier_charges_cso_sept_2023.pdf) mentionnant les Repop comme " des partenaires majeurs des établissements identifiés comme CSO pour participer à la composante pédiatrique de la filière Obésité". Cette affectation est donc devenue caduque au cours de l'exercice comptable de l'année 2023, d'où la nécessité de la rectifier. Cette provision a été constituée et n'a pas variée depuis 2009. En conséquence, le bureau a décidé le transfert de cette provision directement en compte de report à nouveau. La reprise de la provision aurait impacté le résultat de ce montant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

1. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes et les durées de vie suivantes :

1.1 - Les amortissements pour dépréciation sont calculés de la manière suivante :

- Site internet et logiciel 1 an en linéaire
- Matériel informatique 3 ans en linéaire
- Mobilier 5 ans en linéaire

1.2 - Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.3 - Fonds dédiés

Les « fonds dédiés » sont les rubriques au passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par les donateurs à des projets de l'association qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à l'égard de ces donateurs.

1.4 – Autres éléments significatifs

REPOP IDF est une Association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et le décret du 16 Août 1901. L'Association a été déclarée à la préfecture le 26 Juillet 2002.

Les subventions du compte de résultat se ventilent comme suit :

Intitulé	Montant (TTC)
FIR 2023	821 548
ETP 2023	16 680
Affectation solde EPT 2022 sur ETP 2023	8 592
Solde PPS 2022 ATELIERS	10 700
Solde PPS 2022 APA	4 800
Solde PPS 2022 FORMATION	1 200
PPS 2022 CODES ROMDES	2 000
PPS 2023 ATELIERS	24 522
Affectation PPS 2022 ATELIERS s/PPS 2023 ATELIERS	14 894
Affectation PPS 2021 ATELIERS s/PPS2023 ATELIERS	8 651
Affectation PPS 2022 CODES S/PPS 2023 ATELIERS	5 000
Affectation PPS 2022 FORMATION S/PPS 2023 ATELIERS	2 840

PPS 2023 APA	15 200
Affectation PPS 2022 APA s/ PPS 2023 APA	7 072
Affectation PPS 2021 APA s/ PPS 2023 APA	2 688
Affectation PPS 2022 FORMATION S/PPS 2023 APA	120
PPS 2023 FORMATION	6 270
Affectation partielle PPS 2022 FORMATION s/ PPS 2023 FORMATION	19 698
Total du compte subvention d'exploitation	972 475

La quote part de subvention correspondant à des engagements à réaliser propres à REPOP IDF au 31 Décembre 2023 s'élève à 203 954 euros.

Au cours de l'exercice 2023 REPOP Ile de France a continué à donner des formations dans le cadre du développement professionnel continu. Ces formations ont dégagé un excédent de 9 460 euros.

En 2022, REPOP IDF a obtenu la certification professionnelle QUALIOPF pour l'organisation de ses formations. La marque QUALIOPF permet au REPOP IDF d'accéder aux fonds publics ou mutualisés de la formation professionnelle. Un audit de surveillance a été réalisé en 2023.

Un renouvellement de la certification est prévu pour 2024.

Les charges sur exercices antérieurs comprennent un rappel potentiel sur les charges sociales d'une salariée.

1.5 – Autres informations

Engagement en matière de retraite

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est estimé à un montant de 47 217 euros.

2. NOTE RELATIVE À CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1 - Mouvements ayant affecté les divers postes d'actif immobilisé

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	16 676			16 676
Immobilisations corporelles	53 309	287	11 444	42 152
Immobilisations financières	564			564
Total	70 549	287	11 444	59 392
Amortissements & provisions				
Immobilisations incorporelles	16 676			16 676
Immobilisations corporelles	46 079	3 975	11 444	38 610
Immobilisations financières	0			0
Total	62 755	3 975	11 444	55 286

2.2 - Créances classées selon la durée restant à courir jusqu'à leur échéance

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant	27 333	27 333	
TOTAL	27 333	27 333	

2.3 – Provisions

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	150 000		150 000	0
Provisions pour dépréciation				
Total	150 000		150 000	0

2.4 – Dettes classées selon la durée restant à courir jusqu'à leur échéance.

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etabts de crédit				
Fournisseurs	44 719	44 719		
Dettes fiscales	2 974	2 974		
Dettes sociales	84 540	84 540		
Autres dettes	64 921	64 921		
Total	197 154	197 154		

2.5 – Charges à payer.

Fournisseurs	15 899
Dettes fiscales & sociales	43 299
Autres dettes	55 875



<p>ANALYSE DU RESULTAT PAR SOURCE DE FINANCEMENT</p>

REPOP Ile de France

Recettes, financements / Emplois

31/12/2023

	Analyse du résultat par source de financement	Fonds dédiés N-1	Subventions à recevoir N- 1	à restituer N - 1	Reprise fonds N	Destination fds repris N	RECETTES N	DEPENSES N	Fonds dédiés N	Subventions à recevoir N	à restituer N	Résultat
Région	FIR 2023						821 548	-819 429	-2 119			0
Région	FIR 2020	25 407			-5 194	s/solde FIR 2022 *			-20 212			0
Région	FIR 2019	4 806			-4 806	s/solde FIR 2022 *			0			0
Région	PPS 2023 Ateliers						55 907	0	-55 907			0
Région	PPS 2023 APA						25 080	-2 830	-22 250			0
Région	PPS 2023 Formation						25 968	0	-25 968			0
Région	PPS 2022 Ateliers	34 979			-14 894	s/PPS 2023 ATELIERS	10 700	-30 785	0			0
Région	PPS 2022 APA	17 852			-7 072	s/PPS 2023 APA	4 800	-15 580	0			0
Région	PPS 2022 Formation	51 849			-22 658	19 698 s/PPS 2023 FORMATION 2 840 s/PPS ATELIERS 120 s/PPS APA	1 200	-27 000	-3 391			0
Région	PPS 2022 CODES ROMDES	8 000			-5 000	s/PPS 2023 ATELIERS	2 000	-5 000	0			0
Région	PPS 2021 Ateliers	8 651			-8 651	s/PPS 2023 ATELIERS			0			0
Région	PPS 2021 APA	2 688			-2 688	s/PPS 2023 APA			0			0
Région	PPS 2012			7 120							-7 120	0
Région	EDUCATION THERAPEUTIQUE 2023						25 272	-6 116	-19 156			0
Région	EDUCATION THERAPEUTIQUE 2022	13 500			-8 593	s/ETP 2023		-4 908				0
IDF	IDF PRSP PMI 94	0		1 926							-1 926	0
IDF	IDF DEPARTEMENT DE PARIS 2008	1 208							-1 208			0
IDF	IDF DMP	3 738							-3 738			0
IDF	IDF PARIS SANTE NUTRITION	1 273							-1 273			0
IDF	IDF Cotisations adhérents 2023						5 420	-29 588				5 420
IDF	IDF FORMATION DPC 2023						39 048					9 460
IDF	IDF FORMATION AUTRE						0					0
IDF	IDF Hors financements /amortissements						287	-3 975				-3 688
IDF	IDF Hors financements / IS, intérêts divers.						6 029	-2 487				3 542
IDF	APPRETOP FIR 2012 à 2020	6 149					475		-6 624			0
IDF	APPRETOP FIQCS ET AUTRES 2005-2011	18 400							-18 400			0
IDF	78 Trappes prévention scolaire	762							-762			0
IDF	78 Enfance Meurtrie	310										-10
IDF	92 VILLE DE BOULOGNE	472							-472			0
IDF	92 MGEN NUTRITIPI	936							-936			0
IDF	92 FONDATION DE France	9 013							-9 013			0
IDF	95 LIONS CLUB	11 295							-10 825			0
IDF	95 CA PONTOISE	1 700							-1 700			0
	TOTAL	222 987	0	9 046	-79 555		1 023 735	-948 489	-203 954	0	-9 046	14 724

* solde FIR 2022 de 10 000 EUR jamais versé par ANS

REPOP ILE DE FRANCE
Réseau pour la prise en charge et la prévention de l'obésité en pédiatrie
Hôpital Necker
149 rue de Sèvres
75015 PARIS

<p>RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023</p>

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 28 mars 2024
Le Commissaire aux comptes
SELLAM SALOMON

